

Les opposants à l'aéroport misent sur Royal

La manifestation de samedi a montré une opposition croissante au projet Notre-Dame-des-Landes. Pour sortir de l'impasse, les opposants attendent les propositions de Ségolène Royal.

Samedi à Nantes, l'opposition à Notre-Dame-des-Landes a rassemblé entre 15 000 (selon la préfecture) et 60 000 manifestants (selon les organisateurs). « **La plus importante de toutes les mobilisations dans l'histoire de cette lutte** », notent les organisateurs.

Du référendum annoncé par François Hollande et Manuel Valls, il a été question sur la quatre-voies Nantes-Vannes occupée, où on croisait des manifestants peu convaincus par la consultation, mais déterminés à empêcher les travaux.

Le mouvement anti-aéroport ne s'est pas encore prononcé, il attend des précisions sur le contour et les modalités. Mais Dominique Fresneau, co-président de la principale association (Acipja), a fait siffler, « **l'enfumage d'un mini-référendum, dernière carte de l'État** ».

Le Premier ministre entend s'appuyer sur la consultation pour légitimer le projet. « **De tels propos rendent difficile la recherche d'une porte de sortie** », fait remarquer l'eurodéputé José Bové, présent à Nantes. « **On peut s'attendre à un pataquès invraisemblable. Ça ne marchera pas, je leur ai dit. Ce n'est pas ainsi qu'on construit un processus de prise de décision.** »

Résultats attendus fin mars

Dans le camp d'en face, Alain Mustière, le président des Ailes pour l'Ouest, favorable au projet, ne croit pas davantage à un déblocage du dossier par le référendum.

Quand Manuel Valls évoque un démarrage des travaux en octobre, José Bové rappelle que l'Europe demande à la France de lui présenter un projet global, prenant en compte



Entre 15 000 et 60 000 manifestants se sont regroupés, samedi à Nantes.

les dessertes ferroviaires de l'aéroport. L'occasion va en être donnée avec la révision du Scot, le schéma de cohérence territoriale de la mé-

tropole Nantes-Saint-Nazaire. « **Cela prendra des mois** ».

Sans le crier sur les toits, les opposants attendent beaucoup de l'étude alternative, commandée par Ségolène Royal à l'Inspection générale du ministère de l'Environnement. « **Des gens sérieux, ils ont démarré de façon très positive** », estime José Bové, qui a en tête le précédent du barrage de Sivens.

« **La mobilisation continue de grandir. On ne sortira de l'impasse qu'en mettant le dossier à plat** », pense Françoise Verchère, co-présidente de l'association des élus qui doutent de la pertinence du projet. « **Je serai peut-être déçue, mais je fonde beaucoup d'espoir sur le travail des inspecteurs** ». Le résultat est attendu fin mars.

Marc LE DUC.

Dolby : le maître du son passe à l'image

La firme américaine s'attaque à la vidéo. Plusieurs films nommés cette année aux Oscars ont adopté son nouveau format d'image.

Dolby ? Tout le monde connaît, sans trop savoir ce que c'est. Disons qu'il s'agit d'un système d'enregistrement et de diffusion du son qui a révolutionné le cinéma, la télévision et également la musique.

Sa particularité ? Il permet de réduire les bruits parasites. La technologie a été mise au point par l'ingénieur Ray Dolby au milieu des années 1960. Elle sera utilisée pour la première fois au cinéma dans le film *Orange Mécanique*.

Au fil des ans, les laboratoires n'ont cessé d'innover. Comme le Dolby Stéréo (ou Dolby Surround) qui donne l'impression d'envelopper le spectateur de la manière la plus naturelle possible, grâce à l'utilisation du « multicanal ». Chaque enceinte diffuse sa propre « partition ». *Star Wars* était le premier à s'en servir.



Le film « Seul Sur Mars » a été réalisé avec la norme « Dolby Vision ».

Des pixels plus performants

Ces dernières années, Dolby s'est diversifié dans l'image. Plusieurs films nommés aux Oscars cette année ont été réalisés avec sa nouvelle norme « Dolby Vision ». Comme *Seul Sur Mars*, *The Revenant* ou *Vice-Versa*.

Mais, à l'heure de la « HD », voire de la « très haute » définition, comment se démarquer ? Il y a trois moyens d'améliorer une image. Tout d'abord : en augmentant le nombre de pixels (les points de couleur) qui la composent. Ensuite, en diffusant davantage d'images par seconde (en

une décennie, on est passé de vingt-quatre à quarante-huit, le prochain *Avatar* en aura soixante...). Et enfin, en proposant des pixels encore plus performants. C'est là que le Dolby Vision entre en scène.

Il apporte une palette de couleur plus large, plus lumineuse et, surtout, beaucoup plus contrastée. Au final, une image très détaillée qui se rapproche de très près de ce que l'œil voit dans le monde réel. Résultat bluffant.

L'ambition de Dolby ? Devenir la nouvelle référence de l'image.

Face au terrorisme, la police s'adapte

Le plan du ministère de l'Intérieur prévoit que des policiers lourdement armés puissent intervenir en vingt minutes.

Bernard Cazeneuve, le ministre de l'Intérieur, a tiré les conclusions des attentats du 13 novembre, à Paris : une « **force d'intervention rapide** » doit pouvoir répondre à une attaque terroriste en vingt minutes et ce, quel que soit l'endroit sur le territoire national.

Les Brigades anticriminalité de la police, tout comme les Pelotons de surveillance et d'intervention de la gendarmerie (Psig), leur équivalent dans la gendarmerie, doivent être équipés d'armes capables de riposter aux armes de guerre, et être également mieux protégés.

« **Il était temps**, déclare Philippe Lavenu, secrétaire national Île-de-France du syndicat de policiers Alliance. **Après Charlie, il y avait eu des promesses, mais rien n'avait suivi. Les policiers, qui étaient tout près des locaux du journal, n'ont pas pu fixer les terroristes, car leurs pistolets ne pouvaient pas rivaliser avec les kalachnikovs. Il a fallu attendre le Bataclan pour que ça bouge enfin !** »

Concrètement, le « **plan Bac** » du ministère prévoit l'achat de soixante-cinq véhicules, 204 fusils d'assaut HK G36, vingt-sept fusils calibre 12, 116 pistolets électriques Taser, 134 lance-grenades, 1 799 gilets pare-balles lourds, 241 boucliers balistiques et 941 casques lourds.

« Adaptation à la menace »

Ces achats représentent un total de 6,74 millions d'euros dont un million pour l'armement, quatre millions pour le matériel de protection et 1,3 million pour les véhicules. Selon *Le Figaro*, un peu moins de dix millions d'euros ont été ajoutés pour compléter ce plan, notamment pour acheter 425 véhicules.

« **Cela va dans le bon sens mais il faut aussi une adaptation de la loi à la menace**, explique Céline Berthon, secrétaire générale du Syndicat des commissaires de la police nationale. **Il faut faire évoluer la notion de légitime défense pour mieux faire face aux tuteurs de masse.** »

Jacques DUPLESSY.

Les maladies rares font des millions de malades

Le 29 février est la « journée des maladies rares ». Deux familles de la Manche retracent leurs parcours pour accompagner leurs enfants, adapter les écoles, changer les regards.

Témoignages

Lune, 14 ans, vit à Blainville-sur-Mer. C'est une adolescente au regard bleu qui aime écouter de la musique, connaît des périodes de tristesse et a pris cinq kilos depuis septembre. Lune ne parle pas, ne marche pas et ne va pas à l'école.

Sa maladie est rare, le syndrome de Rett. « **À partir de 12 mois, elle avait des absences**, raconte sa mère, Nathalie. **Son père, médecin, n'avait rien vu et, lors de la visite chez le pédiatre, tout allait bien.** » L'évolution a été rapide. « **Elle a arrêté de jouer et perdu le langage.** »

Les interrogations ont duré six mois. « **C'est horrible de ne pas savoir de quoi souffre l'enfant.** » Jusqu'à la rencontre avec une neuropédiatre de Paris qui a posé le nom de Rett sur la maladie.

« Une chance pour les écoles »

Nathalie a arrêté de travailler pour s'occuper de Lune. « **Dans une grande ville, il y aurait plus d'associations, mais aussi plus de monde et moins de possibilités de prises en charge.** » À Caen, la kiné qu'elles vont voir chaque semaine est surchargée.

À la maladie, il faut ajouter les lourdeurs administratives et matérielles. « **Trouver le bon transat pour la couche, le bon fauteuil roulant... Toujours faire des dossiers**, désespère Nathalie, épuisée par la nécessité « **de tout le temps se justifier** ».



Lune, 14 ans, avec sa mère Nathalie Delaunay, qui veut changer le regard sur la maladie de Rett, encore taboue. À droite, Alexis Gervaise, 25 ans, et sa mère Nelly.

Une rue plus loin vit Alexis Gervaise, 25 ans. Ses parents ont su, dès l'échographie, qu'il était atteint du syndrome de Larsen, une maladie génétique qui touche les articulations (une naissance sur 100 000).

De l'école de Blainville-sur-Mer au lycée de Coutances, il a fallu installer rampes, ascenseurs et beaucoup discuter avec des professeurs dont c'était la première expérience avec

un enfant en fauteuil. « **Mes parents ont dû batailler pour ma scolarité** », retrace Alexis. « **C'est une chance pour les écoles**, pense sa mère, Nelly. **Cela ouvre à la différence et ça soude une classe.** » Mais les études se sont arrêtées à l'entrée en licence. Vivre à Caen et aller à l'université était trop compliqué.

Aujourd'hui, Alexis ne travaille pas et se verrait bien correcteur dans la

presse. Grâce à l'Alliance des maladies rares, il a pris contact avec d'autres familles vivant avec ce syndrome. En France, quelque trois millions de personnes sont touchées par 7 000 maladies rares.

Chrystel CHATOUX.

maladiesraresinfo.org ou par téléphone au 01 56 53 81 36.

La France en bref

L'allocation personnalisée d'autonomie revalorisée

Le décret d'application portant sur la revalorisation de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) a été publié, hier, au *Journal officiel*. Cette mesure vise à favoriser le maintien des personnes âgées à domicile. Le gouvernement souhaite consacrer 375 millions d'euros par an à la revalorisation de l'APA à domicile,

qui couvre une partie des dépenses d'aide de 700 000 personnes âgées (aide ménagère, portage de repas...). Le décret, qui entre en vigueur demain, prévoit « **une augmentation des plafonds** » de cette allocation « **de 100, 150, 250 et 400 € pour les personnes en fonction de leur degré de dépendance** ».

Martine Aubry menace de quitter la direction du PS

La maire de Lille a indiqué, hier, dans le *Journal du Dimanche*, qu'elle envisageait, avec ses amis, de quitter le bureau national du Parti socialiste. « **Nous allons sortir de la direction du PS, nous souhaitons en discuter avec Jean-Christophe Cambadélis** », déclare Martine Aubry, quatre

jours après avoir publié une tribune au vitriol contre la politique menée par le gouvernement. Interrogée sur ses ambitions personnelles, elle affirme par ailleurs qu'elle ne sera pas candidate en 2017. « **Je suis bien à Lille et j'y resterai** », a affirmé Martine Aubry.

Salon de l'Agriculture : le stand Charal pris pour cible



Hier, des éleveurs bovins ont aspergé avec un extincteur et de la farine le stand de Charal, marque du groupe Bigard, numéro un de l'abattage en France. Ils dénoncent sa politique de prix : « **Quand Bigard prend 100 € il y a en 8 pour le producteur** » ont expliqué les éleveurs. « **Quand vous payez la viande entre 17 et 20 € le kilo, sachez qu'on nous la paye**

2,50 à 3 € », poursuit Pierre Vaugary, secrétaire général de la Fédération nationale bovine, qui appelait à cette action soutenue par la FNSEA. « **Charal regrette les actes de vandalisme subis sur son stand au Salon de l'agriculture** », a réagi l'entreprise, affirmant « **comprend (re) les difficultés des éleveurs bovins** ». Lire aussi en page *Agriculture*.

Royal prête à prolonger de dix ans les sites nucléaires

La ministre de l'Environnement, Ségolène Royal, a indiqué, hier, être « **prête à donner le feu vert** » au prolongement de dix ans de la durée de vie des centrales nucléaires, qui passerait ainsi de quarante à cinquante ans. « **Sous réserve de l'avis**

de l'Autorité de sûreté nucléaire », a-t-elle déclaré sur *France 3*, ajoutant que ces centrales exploitées par EDF « **sont amorties, donc produiront une électricité meilleur marché** ». Une annonce critiquée par EELV et l'ONG Sortir du nucléaire.

Naudin : les soutiens en appellent à Hollande

Le comité de soutien de Christophe Naudin, que l'Égypte s'appête à extradier vers la République dominicaine pour son implication dans l'évasion de deux pilotes condamnés pour trafic de drogue, en a ap-

pelé hier à François Hollande. « **Il n'y a que lui qui puisse intervenir pour éviter une extradition** », selon Christophe Lekieffre, président du comité de soutien, qui indique que le Français « **souffre d'hypertension** ».

L'inflation repasse en négatif... pas forcément bon

L'inflation est retombée dans le rouge en France en février (- 0,2 % sur un an), en raison notamment de la baisse des prix du pétrole. Autrement dit, la hausse des prix... a baissé. C'est, certes, une bonne nouvelle, à court terme, pour les consommateurs et leur pouvoir d'achat. Mais c'est aussi un casse-tête pour le gouvernement, qui va devoir ajuster ses prévisions budgétaires. Une faible

inflation, en effet, permet aux ministères de dépenser moins que prévu. Mais elle entraîne aussi une baisse des recettes fiscales, en particulier de TVA, et annule l'effet des gels de pensions et salaires, sur lequel compte l'État pour faire des économies. L'inflation négative, cela pourrait aussi, à moyen terme, « **entraîner une stagnation des salaires** », avertit Louis Harreau, du Crédit agricole.

Les informés de France Info

Une émission de Jean-Mathieu Pernin, du lundi au vendredi, de 20h à 21h chaque lundi avec